

STOP À L'INHUMAIN CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT, LIBÉRATION DES OTAGES, PROTECTION DES POPULATIONS CIVILES

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 31 OCTOBRE 2023

Depuis le 7 octobre 2023, un nouveau cycle de violences s'est enclenché sur les territoires d'Israël et de Palestine.

D'abord l'horreur des commandos du Hamas qui ont tué, dans des actes de terrorisme d'une violence inouïe, plus de 1 400 personnes et en ont enlevé plus de 200 autres de différentes nationalités qu'ils détiennent encore en otage. Puis la réaction du gouvernement israélien qui bombarde depuis des jours le territoire de Gaza, force les populations à fuir plus au sud, empêche l'aide humanitaire d'entrer autrement qu'au compte-goutte.

De massacres en bombardements aveugles, de vengeances en représailles, les innocents meurent par milliers. Le gouvernement israélien doit cesser de confondre le droit de se défendre avec la loi du talion, c'est-à-dire avec une réponse à l'inhumain par l'inhumain.

L'urgence est d'arrêter le cycle infernal des crimes de guerre, des tueries et des massacres.

Pour empêcher que des dizaines de milliers de civils ne meurent, sans soins, ne soient opérés sans anesthésie, privés d'eau et de nourriture, il n'y a aujourd'hui qu'une solution : cessez-le-feu immédiat, libération de tous les otages, fin du blocus et protection des populations civiles sous l'égide de l'ONU. Plus globalement, pour arrêter la course à l'abîme, il faut en finir avec les doubles standards : une vie vaut une vie, les Israéliens et les Palestiniens ont les mêmes droits et notamment celui à un Etat viable et sûr. Comme l'a rappelé le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, « *aucune partie à un conflit armé ne peut se considérer au-dessus du droit international* », qui est le même pour toutes et tous à commencer par le droit international humanitaire. L'ensemble des résolutions de l'ONU doivent enfin être appliquées et il doit être mis fin à la colonisation. C'est la seule route vers la paix et la sécurité pour toutes et tous.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont les moyens de faire pression pour en finir avec la surenchère meurtrière, de faire pression pour le cessez-le-feu, pour le retour au respect du droit.

Dès maintenant, la France, dans le prolongement de la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU qui a exigé le 27 octobre dernier une trêve humanitaire, et l'Union européenne dans son ensemble, doivent donner l'exemple. Les citoyennes et citoyens, les sociétés civiles, doivent faire pression sur leurs gouvernants pour construire la paix, pour le droit, pour la justice.

Nous ne lâcherons pas.

Ensemble nous pouvons, nous devons construire un nouveau camp pour la paix. C'est pourquoi la LDH (Ligue des droits de l'Homme) appelle l'ensemble de celles et de ceux qui se reconnaissent dans ces valeurs à se mobiliser lors des marches contre la guerre, partout en France ce samedi 4 novembre 2023.

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898

